

REUNION GRAND DEBAT NATIONAL LUNDI 11 FEVRIER 2019



COMPTE RENDU

❖ **Nombre de participants** : 35 (29 administrés et 6 élus du Conseil municipal)

Début de séance : 18h05
Levée de séance : 20h00

❖ **Séance animée par** :

- Monsieur Jean-Luc Longour, en tant que modérateur,
- Monsieur Miguel Arancibia, Directeur Générale des Services (personne ressource)

Rapporteur

- Madame Keo Massa

❖ **Propos introductif par Monsieur le Maire**

La municipalité a pris l'initiative d'organiser cette réunion d'échanges afin que chacun puisse venir débattre dans le cadre du Grand Débat National tel que souhaité par l'exécutif. Le président et son gouvernement souhaitaient les avis et les idées de la population sur quatre différents thèmes ou sur une liste comportant pas moins de 32 questions autour de la fiscalité, de l'Etat, des services publics ou du développement durable.

Afin d'assurer la sécurité de la rencontre, l'accès au débat a été limité au nombre de 50 personnes inscrites *via* le site internet de la ville ou par téléphone, auprès du secrétariat du maire.

Monsieur le Maire propose de débattre en une réunion des différents thèmes proposés ou de tout autre sujet que les administrés voudront mettre en lumière. Si besoin, il pourra être programmé une nouvelle date.

Monsieur le Maire a invité le mouvement des « Gilets Jaunes » situé sur le rond-point, à participer au débat ; ils ont fait le choix de décliner l'invitation.

Monsieur le Maire demande le respect des échanges par une prise de parole libre mais organisée ; chacun aura son droit de parole.

Le Cahier d'Expression Citoyenne se tient à la disposition de chacun, auprès de Keo Massa, ici présente ; et restera à disposition à l'accueil de la mairie jusqu'au 1^{er} mars 2019. N.D.L.R., à noter que les services de l'Etat ont demandé ce 15 février 2019 à ce que les cahiers soient transmis dès le 22 février 2019.

Pour faciliter la lecture des constats et propositions portés par les Cagnetois, il est proposé de rapprocher ces éléments de la grille de question proposée par le gouvernement quand l'objet s'y prêtait. Dans le cadre de propos plus libre mais rattachée à une thématique, le développement a été reporté en « **Observations** ».

Le Compte rendu n'est donc pas chronologique mais thématique.

❖ LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

QUESTIONS	INTERVENANTS
<p>➤ Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Retraite : il faut revaloriser les retraites au niveau de l'inflation sur l'année.</i> • <i>Livret A : il faut revoir son taux très bas par rapport à l'inflation.</i> • <i>IR : Tous les citoyens devrait en payer, y compris les revenus modestes ; ne serait-ce 10€/an.</i> • <i>Allocations : il faut fixer un plafond pour les bénéficiaires.</i> • <i>Alignement des droits de succession de manière unique.</i> • <i>Complément d'impôt pour les résidents français à l'étranger.</i> • <i>Les ventes sur internet étant par la loi française considérées comme ventes à domicile, il faut donc une taxation au régime français.</i> • <i>Il faut surtaxer les produits d'importations (ex : Apple).</i> • <i>Il faut un nouveau régime de taxation des châteaux et œuvres d'art.</i> • <i>Revoir le train de vie des « célibataires ».</i> • <i>Cotisations à la S.S : il faut déplaçonner les cotisations.</i> • <i>Mutuelles à but non lucratif : abrogation du prélèvement de l'Etat.</i> • <i>Redéfinir la demi-part des veuves.</i> • <i>Pourquoi la retraite est désindexée à 1% quand on sait que les sociétés d'autoroutes sont indexées sur le coût de la vie, soit 1,70% ?</i> • <i>Taxe ordures ménagères : calcul injuste car basé sur la valeur locative.</i> • <i>Alignement des impôts pour les personnes vivant à l'étranger.</i> • <i>A quel titre les traders londoniens bénéficient d'une exonération de 30% ?</i> • <i>Taxe sur les transactions financières (TTF) : pourquoi faire disparaître cette taxe qui s'applique également aux produits dérivés financiers et aux obligations ; et qui permettrait une recette entre 16 et 18 milliards d'euros à l'Etat français ?</i>
<p>➤ Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>CSG : Suppression du 1,7 point d'augmentation pour tous les retraités.</i> • <i>Taxe habitation : suppression de la taxe d'habitation maintenant et non en 2020.</i> • <i>Taxe audiovisuelle : qu'en est-elle ?</i>
<p>➤ Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>125 niches fiscales ont été considérées comme totalement inefficaces et 99 comme « peu efficaces » par Comité d'évaluation des dépenses fiscales et des niches sociales. Soit 66% des mesures étudiées coûtent quelque 40 milliards d'euros pour rien.</i>
<p>➤ Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?</p>	
<p>➤ A l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Transports en commun (TER, bus) : il faut densifier les moyens de transports en milieu rural avec des plages horaires de passages plus importants au lieu de les réduire/supprimer.</i> • <i>Financement : suppression des niches fiscales inefficaces et réinstaurer la taxe sur les transactions financières.</i>
<p>➤ Comment mieux organiser notre pacte social ?</p>	
<p>➤ Quels objectifs définir en priorité ?</p>	

Observations

- *CSG : le gouvernement divise les retraités sur la CSG qui ont travaillé toute une vie pour assurer une qualité de vie au moment de la retraite.*
- *Livret A : les titulaires du Livret A perdent de l'argent tous les ans depuis ce nouveau gouvernement.*
- *IR : Beaucoup trop de personnes bénéficiaires d'aides financières ou de dégrèvements.*
- *Immigration : L'accueil des migrants coûtent environ deux milliards/an aux contribuables français.*
- *Dette publique : celle-ci augmente de 2 665 € environ par seconde, quelles économies faire pour satisfaire les français ?*
- *Les 474 niches fiscales qui existent en France représentent un coût cumulé d'environ 100 milliard d'euros. Elles concernent essentiellement l'IR.*
- *Quel impôt viendra remplacer la suppression de la taxe d'habitation ?*
- *Quid du projet de loi pour la baisse de la pension de réversion ?*

❖ L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

QUESTIONS	INTERVENANTS
➤ Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveau de collectivités locales ?	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Suppression des communes au profit de la Communauté de commune.</i> • <i>Suppression du Conseil départemental.</i> • <i>Diminuer les strates administratives avec objectif sur 20/30 ans.</i> • <i>Réserve de certains à supprimer l'échelon le plus proche de l'administré. L'idée étant de maintenir l'échelon le plus adapté à traiter les problèmes.</i>
➤ Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ?	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Oui</i>
➤ A quels niveaux et pour quels services ?	
➤ Comment voudriez-vous que l'Etat soit organisé et comment peut-il améliorer son action ?	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Il faut que les députés soient plus présents sur leur territoire ou pour répondre aux sollicitudes qui leur sont faites. Trop souvent ils ne sont représentés que par leur attaché parlementaire.</i> • <i>L'Etat doit récupérer les brevets d'inventions au décès de l'inventeur.</i> • <i>L'Etat ne doit autoriser qu'une licence d'exploitation dans le cas d'une vente d'entreprise à un concurrent étranger.</i>
➤ Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Absentéisme des députés dans l'hémicycle.</i> • <i>Deux mandats successifs pour tous les élus au même poste.</i> • <i>Revoir les pouvoirs d'auto-attribution (rémunération, voiture avec chauffeur...).</i> • <i>Découper les tribunaux par secteur d'activité.</i> • <i>Définir clairement les attributions de chaque type d'élu.</i> • <i>Fin de la rétroactivité des lois sur les divers contrats passés entre les parlementaires et le peuple au bon vouloir des gouvernements (travail, finances...)</i> • <i>Réduction dans le temps des avantages aux anciens dirigeants (président...).</i> • <i>CMU : les bénéficiaires doivent être soignés en hôpital public uniquement.</i> • <i>Hôpital : priorité aux nationaux et résidents étranger.</i> • <i>Il faut abroger l'accord conclu en 2014 sur les augmentations du prix et du non remboursement des médicaments à destination des enfants de - 3 ans et séniors.</i> • <i>Contrats aidés 20h : pas de cotisations à la retraite malgré un nombre important de trimestres travaillés.</i> • <i>Fracture numérique chez les séniors : des démarches administratives</i>

	<p>par voie de dématérialisation imposées (déclaration des revenus, carte grise...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Numéros surtaxés (0800) : les appels surtaxés et dont l'attente en ligne profite au fournisseur sont à supprimer pour les services publics. • Etablissements spécialisés (EHPAD...) : structures publiques insuffisantes dans le Var ; une liste d'attente bien trop importante alors que les structures privées onéreuses donc inaccessibles sont en hausses. Quelles sont les actions du département pour répondre à cette carence ? • Comment répondre aux besoins de soins à domicile en milieu rural ? Il y a une grande insuffisance sur la satisfaction des besoins.
<p>➤ Comment l'Etat et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Arrêter le transfert de compétences vers les Communautés de communes. • Regroupement des communes par référendum local.

Observations

- Il est temps de simplifier l'organisation de l'Etat et en particulier ses nombreuses couches (commune, intercommunalités, Conseil départemental, Conseil Régional, Etat), en supprimant les communes tout en conservant une « mairie annexe » qui offrirait de multi-services aux citoyens. L'élection des membres du Conseil communautaire doit-être faite par les citoyens sachant qu'il se voit attribuer de plus en plus de compétences.
- Conseil départemental : la suppression de certains Conseils départementaux peut s'envisager dès lors qu'ils se superposent à de grandes métropoles.
- A l'air du numérique, l'utilisateur reçoit désormais ses factures par voie de dématérialisation. Le fournisseur réalise donc une économie sur le papier, l'enveloppe et le timbre ; et qu'en est-il de la remise pour l'utilisateur ? ZERO
- Pourquoi chaque année, la cotisation à une mutuelle augmente ?
- Emplois familiaux à domicile mal rémunérés, ce n'est pas cohérent avec la volonté de développer le maintien à domicile.

❖ LA TRANSITION ECOLOGIQUE

QUESTIONS	INTERVENANTS
<p>➤ Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Par les niches fiscales à supprimer (ex : CICE) • Retour de la Taxe sur la Transaction Financière (TTF)
<p>➤ Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'utilisateur n'a pas à avancer le crédit d'impôt dont il bénéficiera par la suite dans le cadre des rénovations, isolations (FAIRE, LANA). • Quid une personne sans revenus pour remplacer sa vieille voiture (pas de revenus = pas de crédit) ?
<p>➤ Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'entreprise qui réalise les travaux d'isolation... doit être réglée directement par l'Etat au titre du crédit d'impôt, et non par l'avance de l'utilisateur. • L'utilisateur qui a un véhicule polluant et qui n'a pas les possibilités d'en changer ; l'Etat devrait se porter garant auprès des concessionnaires.
<p>➤ Quelles sont les</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Se déplacer : Tramway, bus électrique, vélos électriques.

solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ?	
➤ Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?	
➤ Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à l'égard de la biodiversité ?	
➤ Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos producteurs ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?	

Observations

- *Projet de l'association « Maures Développement Durable » pour obtention du label « UNESCO-GEOPARC »: La plaine des Maures représente ¼ de la superficie du Var, s'étendant de Hyères à St Raphaël, et inclue le Littoral et le Centre Var. Selon les experts scientifiques et l'UNESCO, le territoire est doté de richesses géologiques, patrimoniales et paysagères exceptionnelles ; d'intérêt universel. L'obtention de ce label permettrait une reconnaissance mondiale, l'ouverture sur l'ensemble du territoire à un tourisme des 4 saisons, l'accès à des formations pour nos jeunes avec des emplois orientés vers la préservation de l'environnement.
Pour cela, il nous faut obtenir l'adhésion des élus, des forces vives et des populations. Nous sommes nombreux à vous demander l'inscription de notre dossier dans vos projets d'aménagements et développement durable du territoire. Comment pensez-vous inscrire notre projet dans celui de la transition écologique chère au gouvernement.*
- *Déforestation : il faut un arrêté qui oblige les acquéreurs de parcelles à replanter un arbre dès lors qu'une essence est abattue ; il faut l'intégrer dans le PLU.*
- *Arrosage des arbres : un accès à l'eau pour entretenir l'arrosage des arbres.*
- *Construction de logements avec toiture photovoltaïque obligatoire.*

❖ LES INSTITUTIONS, LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

QUESTIONS	INTERVENANTS
➤ Faut-il reconnaître le vote blanc ?	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Oui, à l'unanimité des présents</i>
➤ Faut-il rendre le vote obligatoire ?	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Oui, à l'unanimité des présents (exception faite pour les handicapés...)</i>
➤ Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives	<ul style="list-style-type: none"> • <i>50% des parlementaires élus à la proportionnelle.</i> • <i>Proportionnelle non respectée (quid attribution des sièges ?)</i> • <i>Appliquer la proportionnelle des sièges attribués à l'image des élections municipales.</i>

pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?	
➤ Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?	<ul style="list-style-type: none"> • 50% des parlementaires élus à la proportionnelle.
➤ Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnementale (CESE), doivent-ils jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?	<ul style="list-style-type: none"> • Application des lois et respect de l'autorité.
➤ Faut-il les transformer et comment ?	
➤ Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?	<ul style="list-style-type: none"> • Référendums dès lors qu'il y a un impact sur le contribuable (ex : allocations versées aux migrants, l'immigration). • Référendum. • Faciliter le vote par sa dématérialisation (vote par internet à domicile ou au travail). • Pas de second tour ; qui est une « magouille ». • Election dès le 1^{er} tour.
➤ Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?	
➤ Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?	<ul style="list-style-type: none"> • Oui aux référendums votés art par art ; comme pour les lois par les parlementaires. Ils ne pourront être modifiés que par équivalents.
➤ Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ?	<ul style="list-style-type: none"> • Application des lois et respect de l'autorité. • Supprimer la double nationalité.
➤ En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?	<ul style="list-style-type: none"> • Oui
➤ Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?	<ul style="list-style-type: none"> • Immigration : il faut une immigration régulée par le filtre des migrants à leurs arrivées ; les sans-papiers doivent être expulsés de la France. • Modifier le regroupement familial dans sa forme actuelle. • Clandestins : les employeurs de clandestins en cas de récidive, doit encourir une peine de prison ferme/ou la confiscation des biens propres.

<p>➤ Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Rappeler que la religion est propre à chaque individu ; elle n'a donc pas à imposer son mode religieux (ex : servir des repas halal, interdire la traditionnelle crèche de Noël).</i>
<p>➤ Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Application des lois et respect de l'autorité.</i> • <i>C'est aux élus de fixer les limites de ce qui est autorisé ou pas ; de déterminer les sanctions, et à la justice de les faire appliquer car ce n'est guère aux juges de moduler les sanctions voulus par le législateur.</i> • <i>Fermeté dans l'application des sanctions envers ceux qui ne respectent pas les lois de notre pays.</i> • <i>Forces de l'ordre : valoriser et respecter les forces de l'ordre qui protègent notre pays, nos territoires, au péril de leurs vies ; et vies familiales.</i>

Observations

- *La démocratie c'est vivre ensemble, et pour cela, il faut éduquer le citoyen.*
- *Application des lois et respect de l'autorité : en France, le citoyen a été habitué à interpréter à son avantage les textes de lois (ex : le comportement des automobilistes qui s'affranchissent de certaines règles avec la bienveillance de tout le monde ; plus grave, les faiseurs d'opinions qui trouvent normal de brûler des voitures ou pire encore, que des pavés soit lancés sur des policiers !). Le laxisme face à ces actes n'est qu'un encouragement à faire perdurer ces actions anormales. Le peuple par l'intermédiaire de ses élus légifère. C'est aux élus de fixer les limites de ce qui est autorisé ou pas ; de déterminer les sanctions, et à la justice de les faire appliquer car ce n'est guère aux juges de moduler les sanctions voulus par le législateur. Au cours de l'exécution de la peine, le système judiciaire à toute autorité pour la moduler en fonction du comportement de l'individu.*
- *Si le citoyen malveillant sait que l'Etat se range derrière ses forces de l'ordre par l'application stricte des sanctions encourues, alors peut-être que ce citoyen réfléchira à deux fois avant de passer à l'acte (jet de projectile sur les forces de l'ordre).*
- *Lois et décrets : procéder aux rectifications des codes par la mise à jour permanente.*
- *Elections européennes : le même jour dans tous les pays et avec la même loi.*
- *Députés européens : donner le pouvoir d'abroger les Directives.*